

## TITRE I

# *GÉNÉRALITÉS*

### LA PLACE DU RÉGIME GÉNÉRAL

LE RÉGIME GÉNÉRAL ET LES AUTRES RÉGIMES

### LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE

### LE PLAN STATISTIQUE



## CHAPITRE I

# LE RÉGIME GÉNÉRAL ET LES AUTRES RÉGIMES DE BASE

Le partage social de la population française se retrouve dans la multiplicité des régimes de sécurité sociale qui assurent la protection de la population concernée. Ces régimes diffèrent tant au point de vue de la population couverte que de leur mode de financement et de calcul des retraites servies.

### a) Le régime général

En 2018, il assure la protection de base des salariés de l'industrie et du commerce qui ne relèvent pas d'un régime spécial et de certaines catégories assimilées (exemple : employés de maison, etc...), ainsi que des travailleurs indépendants. La protection de ces derniers est déléguée à la sécurité sociale des indépendants, et ils ne sont pas pris en compte (sauf exception) dans ce recueil statistique.

La loi n° 89-18 du 13 janvier 1989, portant diverses mesures d'ordre social, a supprimé le régime spécial d'assurance invalidité et vieillesse du Crédit foncier de France au 1<sup>er</sup> janvier 1989 et a prévu l'affiliation des salariés de cet établissement au régime général et le transfert à ce régime, dans la limite de ces règles propres, des droits acquis auprès de ce régime spécial au 31 décembre 1988. Le décret n° 89-157 du 08 mars 1989 fixe les modalités du transfert au régime général des obligations contractées par le Crédit foncier à l'égard de ces agents et anciens agents ainsi que leurs ayants droits pour la couverture des risques invalidité et vieillesse.

Faisant suite à la loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 sur les bourses de valeur, qui par une modification du mode d'exercice de leur activité, transforme les agents de change - ayant jusque-là le statut de professions libérales - en salariés ou commerçants, l'article 19 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 prévoit le transfert de leurs droits en matière d'assurance vieillesse tant liquidés qu'en cours d'acquisition soit au régime général soit au régime d'assurance vieillesse des industriels ou commerçants (Organic). Le décret n° 89-640 du 05 septembre 1989 fixe les modalités de transfert au régime général et à l'Organic des droits acquis par les agents de change dans le régime de base des professions libérales avant le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

La loi n° 91-73 du 18 janvier 1991, portant des dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, prévoit en son article 17 qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, les salariés et les anciens salariés de la Compagnie générale des eaux et leurs ayants-droit qui relevaient antérieurement du régime spécial de cette société sont affiliés ou pris en charge par le régime général de sécurité sociale pour l'ensemble des risques couverts par celui-ci. Les obligations contractées au titre du régime spécial pour la couverture des risques invalidité et vieillesse sont transférées au régime général dans la limite des règles qui lui sont propres concernant l'âge de l'ouverture du droit, la durée maximale d'assurance et le montant maximal de la pension.

Le cadre juridique dans lequel s'inscrivent le fonctionnement et la gestion du fonds spécial des chemins de fer secondaires (Caisse autonome mutuelle de retraites (CAMR)) a été sensiblement modifié par la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 (article 19 - annexe 1), qui intègre le régime spécial d'assurance vieillesse des chemins de fer secondaires au régime général de sécurité sociale.

De fait, dès l'exercice 2012, les réserves du régime spécial constatées au 31 décembre 2012 après prise en compte du résultat pour l'exercice 2012 ont été affectées à la branche vieillesse en tant que produit exceptionnel pour la même année. Ce transfert intervient en contrepartie de l'obligation faite à la Cnav d'assurer l'équilibre financier du régime spécial à partir de l'exercice 2013 et jusqu'à son extinction. La loi a donc limité les ressources du fonds spécial à la seule contribution de la Caisse autonome de retraites complémentaires et de prévoyance du transport (Carcept). En pratique, cela revient à supprimer non seulement la contribution d'équilibre de l'État, mais aussi la contribution versée par la Cnav.

À partir de l'exercice 2013, la loi a prévu que la Cnav assurerait l'équilibre financier du régime spécial d'assurance vieillesse des chemins de fer secondaire (suppression du « fonds spécial ») dont elle retrace l'ensemble des charges et des produits dans ses comptes. Il résulte qu'il n'existe plus de compensation spécifique concernant l'ex-CAMR, qu'elle se traduise par une subvention des régimes excédentaires démographiquement ou par une ristourne des cotisations dues aux organismes collecteurs et versée par le régime général.

Les chiffres de l'ex-fonds spécial ont été complètement intégrés dans les comptes de la Cnav.

Le décret n° 98-183 du 17 mars 1998 pris pour application de l'article 20 de la loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997 de financement de la sécurité sociale pour 1998 fixe les modalités d'intégration au régime général de sécurité sociale au 1<sup>er</sup> janvier 1998, des personnes relevant avant cette date du régime spécial de retraite de l'ancienne Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Roubaix.

La loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 crée la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (Cavimac) qui regroupe à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 les anciennes caisses d'assurance maladie (Camac) et vieillesse (Camavic) des cultes. La Cavimac qui gère les risques vieillesse, invalidité, maladie et maternité pour les ministres du culte et les membres des congrégations et collectivités religieuses est intégrée financièrement dans le régime général (la Camavic étant intégrée financièrement dans le régime général depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998).

Département d'Outre-Mer depuis 2001, Mayotte possède une Caisse de Sécurité Sociale. Les comptes de cette caisse seront combinés avec ceux des CARSAT et CGSS (alors même que la caisse de Mayotte n'applique pas formellement les mêmes dispositions du Code de la Sécurité Sociale) mais ce n'est pas encore le cas.

Du point de vue des comptes de la branche, les pensions de Mayotte ne sont pas comprises dans les charges de prestations légales du régime général. Elles apparaissent en transferts au titre des compensations intégrales.

#### **b) Le régime des salariés agricoles**

Ce régime est composé de caisses de mutualité sociales agricoles.

En outre, les risques couverts par ce régime sont sensiblement les mêmes que ceux du régime général. Il assure la protection des salariés de l'agriculture et assimilés.

#### **c) Les régimes spéciaux des salariés**

Ces régimes sont très variés. Certains d'entre eux assurent à leurs salariés une protection sociale semblable à celle du régime général, alors que d'autres régimes assurent la protection de certains risques seulement, laissant le régime général prendre en charge la protection des risques non couverts.

Ces régimes spéciaux correspondent à des secteurs d'activité bien déterminés et concernent notamment les fonctionnaires civils de l'État, les militaires, les agents des collectivités locales, les ouvriers de l'État, les marins, l'imprimerie nationale, les mineurs, les salariés de certaines entreprises publiques ou non (SNCF, RATP, EDF-GDF, Seita, Banque de France, etc...).

#### **d) Les régimes des non-salariés**

Les régimes d'assurance vieillesse des non-salariés concernent les industriels, les commerçants et les artisans jusqu'à la fin de 2017. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ils rejoignent le régime général. Ils concernent également les membres des professions libérales et les exploitants agricoles.

En matière d'assurance vieillesse, il s'agit de régimes autonomes.

#### **e) Les régimes complémentaires**

Ils permettent aux personnes concernées de bénéficier de prestations plus élevées, la retraite complémentaire venant s'ajouter à la retraite acquise auprès d'un régime de base.

Il s'agit de régimes conventionnels qui se sont constitués soit à l'intérieur d'une entreprise, soit au sein d'une profession, ou soit dans un cadre interprofessionnel.

C'est ainsi que se sont formés le régime de retraite et de prévoyance des cadres (Agirc) et les régimes relevant de l'association des régimes de retraites complémentaires (Arrco) concernant les salariés non cadres des entreprises du secteur industriel et commercial et les salariés du secteur agricole (par exemple : l'Union Nationale des Institutions de Retraite des Salariés (Unirs), la Caisse Nationale de Retraite du Bâtiment et des Travaux Publics (CNRO), l'Association Générale de Retraite par Répartition (AGRR).

#### **f) Le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées**

Jusqu'en 1993, les dépenses entraînées par l'attribution de l'allocation spéciale et de la majoration prévue à l'article L. 814-2 du Code de la Sécurité sociale (CSS) étaient à la charge du Fonds Spécial d'Allocation Vieillesse (FSAV) institué par l'article 46 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 et géré par la caisse des dépôts et consignations (CDC). Les dépenses de ce fonds étaient alors couvertes par une contribution de tous les organismes chargés d'allouer des retraites. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994, le Service de l'Allocation Spéciale Vieillesse (SASV) a succédé au FSAV. Le fonds de solidarité vieillesse (FSV) a repris à sa charge les dépenses afférentes à ces majorations. Le Service de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (SASPA), destiné à assurer la liquidation et le service de l'ASPA en faveur des personnes qui ne relèvent d'aucun régime de base obligatoire français d'assurance vieillesse (article L.815-7 du code de la sécurité sociale [CSS]) a été mis en place le 1<sup>er</sup> février 2007.

Il rend désormais caduque la contribution au fonds spécial et dispense la CDC de recenser les retraités des régimes de base.

Le tableau **T1-01** dénombre donc les retraites servies par les différents régimes de base de sécurité sociale jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2016.

On remarque que le nombre total de retraites des différents régimes est passé en 56 ans de 5 592 613 à 24 960 705 soit une augmentation de 346 %.

Le calcul de la part des retraites de chaque régime par rapport au total montre que l'importance du régime général s'accroît légèrement, 41,5 % en 1960 et 55,2 % en 2016 tandis que le régime des salariés agricoles passe de 4,1 % en 1960 à 10,1 % et celui de la SNCF de 6,4 % à 1,1 %.

#### **g) Le Fonds de solidarité vieillesse**

Le FSV institué par la loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 est un établissement public de l'État placé sous la double tutelle des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget. Les textes qui le régissent sont codifiés aux articles L. 135-1 à L. 135-5 et R. 135-1 à R. 135-17 du CSS. En place depuis janvier 1994, le FSV a pour mission de financer, au moyen de recettes qui lui sont affectées, divers avantages vieillesse à caractère non contributif relevant de la solidarité nationale servis par les régimes de vieillesse de la sécurité sociale. Ces dépenses peuvent être réparties en trois catégories :

##### **• les allocations du minimum vieillesse :**

- l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa, art. L. 815-1 du CSS) instituée par l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse. Cette allocation entrée en vigueur le 13 janvier 2007 (décret n° 2007-57 du 12 janvier 2007) se substitue progressivement pour les nouveaux bénéficiaires aux anciennes allocations du minimum vieillesse.
- la majoration de l'ancien article L. 814-2 du CSS,
- l'allocation spéciale de l'ancien article L. 814-1 du CSS,
- l'allocation supplémentaire de l'ancien article L. 815-2 du CSS,
- l'AVTS, l'AVTNS, l'AMF et droits dérivés associés (secours viager, allocation de veuf ou de veuve),
- l'allocation L.643-1 du CSS (toujours attribuée et servie uniquement par la CNAVPL),
- l'allocation viagère aux rapatriés (Avra).

Le FSV finance également depuis 2003, l'allocation spéciale aux personnes âgées à Mayotte (ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, il prend en charge une partie des dépenses du minimum contributif relevant du régime général, des travailleurs salariés de la MSA et du RSI. En 2016, il a pris en charge 50 % des dépenses réelles du minimum contributif des régimes cités ci-dessus. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, cette fraction est désormais fixée par décret (2017-583 du 20/04/17), jusqu'au 31 décembre 2019, date à laquelle le financement par le FSV s'éteindra.

• **les majorations de pensions (dernier financement fin 2017) :**

- la majoration pour enfants égale à 10 % (ME 10%) de l'avantage de base concerne le régime général, les régimes couvrant les professions artisanales, industrielles et commerciales, les régimes des salariés et des non salariés agricoles, et, depuis 2005, le régime de retraite des industries électriques et gazières (IEG). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la CNAF prend en charge directement la totalité des dépenses de la ME 10%,
- la majoration pour conjoint à charge (MC) concerne le régime général, le régime des salariés agricoles et le régime des artisans, des industriels et des commerçants. Elle n'est plus attribuée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, mais continue d'être servie. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, cette dépense n'est plus financée par le FSV (elle reste à la charge de chaque régime concerné).

• **les prises en charge de cotisations de retraite :**

1) les périodes de chômage :

Le FSV compense le manque à gagner en cotisations pour le régime général, le régime des salariés agricoles, la Caisse Primaire de Sécurité Sociale de Saint-Pierre et Miquelon et la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte au titre des périodes pendant lesquelles les assurés ont bénéficié des allocations chômage et de préretraite visées au code du travail par les articles suivants :

- L. 5422-1 (ex-L. 351-3), posant les conditions générales d'accès aux allocations de chômage,
- L. 5423-7 (ex-L. 351-10-2) concernant les allocations de fin de formation (AFF),
- le 2<sup>o</sup> du L. 5123-2 (ex-2<sup>o</sup> du L. 322-4), concernant les allocations spéciales du Fonds national de l'emploi (AS-FNE) en faveur de certaines catégories de salariés âgés, lorsqu'il est établi qu'ils ne sont plus aptes à bénéficier des mesures de reclassement (dispositif éteint depuis le 10 octobre 2011 mais les conventions en cours sont honorées),
- L. 1233-72 (ex-4<sup>ème</sup> alinéa du L. 321-4-3), relatif à la période de suspension du préavis du congé de reclassement accordé aux salariés licenciés économiquement (des entreprises occupant au moins 1 000 salariés), instituée par l'article 119 de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002,
- L. 1233-65 à 69 (ex-L. 321-4-2) qui concerne l'ASR (allocation spécifique de reclassement) et l'ASP (allocation de sécurisation professionnelle) relatifs à la convention de reclassement personnalisé (CRP) accordée aux salariés licenciés économiquement et qui ne peuvent bénéficier du congé de reclassement prévu à l'art. L. 321-4-3,
- R. 5123-22 (ex-R. 322-7-2) relatif aux allocations de cessation anticipée d'activité (CATS) versées par des entreprises ayant conclu une convention avec l'état depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (Pôle emploi n'est plus en mesure d'assurer le suivi statistique de ces bénéficiaires depuis le 01/10/2015, le FSV a donc cessé leur prise en charge à cette date),
- L. 5423-8 et 9 (ex-L. 351-9), relatifs aux allocations d'insertion (AI) et à l'allocation temporaire d'attente (ATA), qui s'est substituée à l'AI depuis le 16 novembre 2006 (dispositif fermé aux nouveaux arrivants à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 art.87 de la LF 2017),
- L. 5423-1 et 2 (ex-L. 351-10), concernant l'allocation spécifique pour les chômeurs de longue durée (ASS) qui ont épuisé leurs droits,
- L. 5423-18 à 23 (ex-L. 351-10-1) concernant l'allocation équivalent retraite (AER) qui s'est substituée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 à l'ATS (allocation transitoire de solidarité), cette dernière étant exclue du champ du FSV,
- L. 5421-1 et L. 5422-6 du code du travail.

Le FSV prend aussi en charge les cotisations relatives à l'allocation de congé solidarité prévue à l'article 15 de la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer (dispositif éteint depuis fin 2007).

S'ajoute à cette liste le 3<sup>o</sup> de l'article L. 351-3 du CSS qui vise les périodes de chômage non-indemnisé (CNI) que le FSV compense dans la limite de 29 % des effectifs de chômeurs concernés.

Par ailleurs, le FSV finance depuis 2001 auprès des régimes complémentaires de retraite Arrco et Agirc les cotisations de retraite dues par l'État, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, au titre des périodes de perception de l'ASS, de l'AER-R, de l'AS-FNE et des allocations de préretraite progressive (PRP).

2) les périodes de volontariat de service civique :

Après la réforme ayant mis fin au service national obligatoire, en 2002, un dispositif de volontariat, civil ou militaire a été mis en place. À compter de 2001, les périodes de service volontaire civil ont été assimilées à des périodes d'assurance donnant lieu à une validation gratuite par les régimes de retraite (Cnav, CCMSA salariés, CNDSSSTI) et ont été mises à la charge du FSV (en application de l'article L.135-2-5<sup>o</sup> du CSS).

Depuis mars 2010, le service civique s'est substitué au dispositif du volontariat civil, dont les dispositions ont été abrogées. Sa forme principale est l'engagement de service civique, mais il peut également s'effectuer sous la forme d'un volontariat de service civique. Ainsi, les différentes formes de volontariat civique prises en charge par le FSV restent le volontariat international en entreprise (VIE) dont la gestion relève d'Ubifrance, et les formes de volontariat international en administration (VIA).

3) les périodes d'arrêt de travail :

L'article 70 de la loi LFSS pour 2010 (loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009) a transféré au FSV le financement des validations gratuites de trimestres au titre des périodes d'arrêt maladie, maternité, accident du travail et maladie professionnelle, et d'invalidité. Ce dispositif de prise en charge est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2010 et concerne la Cnav, la CCMSA (pour les salariés agricoles) et la CNDSSSTI (caisse nationale déléguée pour la sécurité sociales des travailleurs indépendants).

Par ailleurs, la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a complété le dispositif initial, en prévoyant, dans son article 98, le financement par le FSV des sommes représentatives de la prise en compte par les régimes d'assurance vieillesse de base des indemnités journalières maternité dans le salaire de base retenu pour le calcul du montant de la retraite (article L. 351-1 du CSS, décret 2011-408 du 15 avril 2011, article R 351-29 du code de la sécurité sociale). L'entrée en vigueur de cette mesure est subordonnée à la détermination par un arrêté, à paraître, d'une fraction du montant total des indemnités journalières maternité à retenir dans la base de calcul de la dépense, en application de l'article R. 135-16-6 du CSS.

4) le complément d'assurance vieillesse au titre des périodes d'apprentissage :

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 et la loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites ont rétabli l'assiette réelle pour le calcul des cotisations d'assurance vieillesse des apprentis et mis en place un dispositif de validation de droits à la retraite proportionnés à la durée de la période d'apprentissage. L'article L. 135-2 au 8<sup>o</sup> du CSS met à la charge du FSV, les sommes correspondant à la prise en charge mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 6243-3 du code du travail. Ce dispositif est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (décret n° 2014-1514), cependant les éléments permettant la valorisation de cette prise en charge sont connus avec une année de décalage (après remontée des déclarations sociales nominatives (DSN)). La prise en charge des dépenses du régime général au titre de 2018 est suspendue pour la deuxième année consécutive, en raison des difficultés récurrentes rencontrées par la CNAV dans le dénombrement des trimestres à retenir pour la liquidation de la charge. Cette mesure conservatoire est étendue à la CCMSA pour 2017 et 2018.

5) les périodes de stage de la formation professionnelle des demandeurs d'emplois :

La loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites par son article 31 prévoit la prise en compte des périodes de stage pour l'ouverture du droit à pension de retraite. À ce titre, l'article L. 135-2 du CSS par son I 2<sup>o</sup> a) met à la charge du FSV le financement des périodes de stages mentionnées à l'article L. 6342-3 du code du travail, et l'article L.351-3 est complété d'un 8. Le décret n°2016-1240 du 7 octobre 2016 en fixe les modalités. Ce dispositif est entré en vigueur depuis l'exercice 2016.

Par ailleurs, la loi portant réforme des retraites de novembre 2010 a confié au FSV la mise en réserve de ressources nécessaires au financement de la dérogation d'âge pour l'ouverture du droit à la retraite à taux plein à 65 ans au lieu de 67, introduite au bénéfice des parents de trois enfants ou d'enfant handicapé, relevant du Régime général, de la MSA et du RSI. Cette mesure a pris effet en juillet 2016, lorsque les premiers parents concernés, nés en 1951, ont atteint 65 ans.

Les remboursements aux différents régimes de retraite des prestations à la charge du FSV s'effectuent selon un dispositif d'acomptes qui sont régularisés en fonction des états justificatifs de dépenses réellement effectuées par chaque régime. Pour les prises en charge de cotisations de retraite, la régularisation des acomptes est réalisée dès que les éléments justificatifs définitifs des différents partenaires lui sont parvenus. Les acomptes versés par le FSV au régime général pour l'exercice 2018 apparaissent en produits dans les tableaux du Titre VII (**T7-06** et **T7-07**), et les dépenses réellement engagées pour la même période dans les tableaux **A1-1** en annexe.

D'autres mesures devraient avoir un impact financier pour le FSV :

- **la loi de 9 novembre 2010** et ses articles 18 et 20 prévoyant le relèvement progressif de l'âge légal d'ouverture du droit à taux plein et de l'âge d'obtention du taux plein pour les assurés nés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1951, devrait avoir une incidence sur les flux entrants du minimum vieillesse, relevant progressivement le plafond de 65 ans à 67 ans,
- **la loi du 20 janvier 2014** et :
  - son article 36 permettant à toutes les personnes handicapées justifiant d'un taux d'incapacité permanente de 50 % de liquider leur retraite à taux plein dès l'âge légal d'ouverture des droits devrait avoir une incidence sur les flux entrants du minimum vieillesse,
  - ses articles 33 à 35 consacrés à l'amélioration des petites pensions des non-salariés agricoles, devrait réduire d'autant les dépenses du minimum vieillesse,
- **la loi de finances 2017 du 29 décembre 2016** et son article 87, maintenant l'AAH à ses bénéficiaires en âge d'être à la retraite à condition qu'ils justifient d'au moins 80 % d'invalidité. L'ASPA ne sera plus automatiquement allouée comme précédemment.
- **la loi de financement pour la sécurité sociale 2018** du 30 décembre 2017 (modification des dates de revalorisation et revalorisation de l'ASPA et allocation L.815-2),
- **le décret n°2018-227** du 30 mars 2018 portant revalorisation de l'ASPA.

Les recettes du FSV sont constituées essentiellement en 2018 par :

- **La CSG** : Depuis 2016, le FSV n'est plus affectataire que de la CSG sur les revenus du patrimoine et de placements. En 2018 au taux unique de 9,3 points,
- **Le prélèvement social sur le patrimoine et le placement** (L 245-14 et 15 du CSS) au taux de 3,35 points. Il est affecté au FSV depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- **La C3S** : Depuis 2016, le FSV n'est plus affectataire de la C3S, il continue d'en percevoir les reliquats,
- **La C3S additionnelle** : Cette contribution est recouvrée, par le RSI, dans les mêmes conditions que la C3S. Depuis 2016, le FSV n'est plus affectataire de la C3S additionnelle, il continue d'en percevoir les reliquats,
- **La prise en charge par la CNAF de 100 % (depuis 2011) des dépenses de la majoration pour enfants de 10 %**, (prise en charge à hauteur de 15 % en 2001, 30 % en 2002, 60 % de 2003 à 2008, 70 % en 2009, 85 % en 2010). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la CNAF prend en charge directement la totalité des dépenses de la ME 10%,
- **les trois autres recettes suivantes auparavant affectées au FSV sont désormais attribuées à la Cnav à compter de 2017:**
  - Une fraction des redevances dues par les opérateurs pour l'utilisation des fréquences de téléphonie mobile (fréquences UMTS),
  - Les fonds en déshérence acquis à l'État au titre de l'assurance-vie ou consignés à la CDC en application du livre III de la troisième partie du Code du travail,
  - La contribution sur les abondements des employeurs aux plans d'épargne pour la retraite collectifs (art.137-5 du CSS).

Toutefois, le FSV a continué d'en percevoir les reliquats en 2017 et 2018 (au titre de faits générateurs antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2017).

Par ailleurs, le FSV bénéficie d'autres produits de gestion technique composés d'éventuelles reprises sur provisions pour dépréciation des actifs, de produits exceptionnels.

## LE NOMBRE DE RETRAITES SERVIES PAR LES DIFFÉRENTS RÉGIMES DE SÉCURITÉ SOCIALE (1)

T1-01

| Régimes   | Années           |              | 1960              |              | 1980              |              | 1990              |              | 2000              |              | 2010              |              | 2015              |              | 2016              |              | 2017     |   |
|---|------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|----------|---|
|   | (au 1.6)         | %            | (au 1.7)          | %            | (au 1.7)          | %            | (au 1.7)          | %            | (au 1.7)          | %            | (au 1.7)          | %            | (au 1.7)          | %            | (au 1.7)          | %            | (au 1.7) | % |
| <b>Régimes des salariés</b>                               |                  |              |                   |              |                   |              |                   |              |                   |              |                   |              |                   |              |                   |              |          |   |
| Régime général (2).....                                   | 2 322 729        | 41,5         | 4 931 222         | 42,7         | 7 316 862         | 47,0         | 9 700 735         | 49,9         | 12 553 525        | 53,8         | 13 581 511        | 55,0         | 13 788 754        | 55,2         | 13 842 877        | 55,4         |          |   |
| Régime des salariés agricoles.....                        | 230 000          | 4,1          | 1 001 850         | 8,7          | 1 740 875         | 11,2         | 2 268 453         | 11,7         | 2 495 556         | 10,7         | 2 506 231         | 10,2         | 2 517 500         | 10,1         | 2 514 076         | 10,1         |          |   |
| Fonctionnaires civils et militaires.....                  | 478 671          | 8,6          | 1 068 257         | 9,2          | 1 311 117         | 8,4          | 1 714 806         | 8,8          | 2 162 604         | 9,3          | 2 314 731         | 9,4          | 2 335 178         | 9,4          | 2 348 054         | 9,4          |          |   |
| Ouvriers d'Etat.....                                      | 69 527           | 1,2          | 97 618            | 0,8          | 106 205           | 0,7          | 110 035           | 0,6          | 105 646           | 0,5          | 101 305           | 0,4          | 100 174           | 0,4          | 99 108            | 0,4          |          |   |
| Collectivités locales.....                                | 117 259          | 2,1          | 217 368           | 1,9          | 380 066           | 2,4          | 619 833           | 3,2          | 964 286           | 4,1          | 1 158 797         | 4,7          | 1 202 841         | 4,8          | 1 242 029         | 5,0          |          |   |
| Mines.....  | 235 237          | 4,2          | 375 867           | 3,3          | 411 465           | 2,6          | 397 449           | 2,0          | 333 423           | 1,4          | 282 855           | 1,1          | 272 381           | 1,1          | 261 641           | 1,0          |          |   |
| SNCF.....   | 356 600          | 6,4          | 382 500           | 3,3          | 349 700           | 2,2          | 320 200           | 1,6          | 288 631           | 1,2          | 267 600           | 1,1          | 264 378           | 1,1          | 262 028           | 1,0          |          |   |
| RATP.....   | 30 985           | 0,6          | 35 778            | 0,3          | 39 949            | 0,3          | 43 105            | 0,2          | 46 820            | 0,2          | 48 042            | 0,2          | 48 477            | 0,2          | 49 355            | 0,2          |          |   |
| Établissement national<br>des invalides de la marine..... | 69 671           | 1,2          | 76 291            | 0,7          | 87 721            | 0,6          | 111 456           | 0,6          | 114 378           | 0,7          | 104 017           | 0,7          | 107 136           | 0,7          | 106 702           | 0,7          |          |   |
| CNIEG.....  | 57 474           | 1,0          | 101 788           | 0,9          | 125 113           | 0,8          | 140 539           | 0,7          | 157 578           | 0,3          | 168 615           | 0,3          | 171 270           | 0,3          | 175 550           | 0,3          |          |   |
| Clercs de notaires.....                                   | 5 325            | 0,1          | 18 091            | 0,2          | 31 445            | 0,2          | 45 551            | 0,2          | 63 033            | 0,1          | 70 038            | 0,1          | 70 556            | 0,1          | 71 630            | 0,1          |          |   |
| Banque de France.....                                     | 7 251            | 0,1          | 10 341            | 0,1          | 12 671            | 0,1          | 14 473            | 0,1          | 15 000            | 0,1          | 16 377            | 0,1          | 16 627            | 0,0          | 16 845            | 0,0          |          |   |
| Autres régimes de salariés.....                           | 42 595           | 0,8          | 57 589            | 0,5          | 52 341            | 0,3          | 28 864            | 0,1          | 18 358            | 0,0          | 12 925            | 0,0          | 12 459            | 0,0          | 11 573            | 0,0          |          |   |
| <b>Total des régimes des salariés</b>                     | <b>4 023 324</b> | <b>71,9</b>  | <b>8 374 560</b>  | <b>72,4</b>  | <b>11 965 530</b> | <b>76,8</b>  | <b>15 515 499</b> | <b>79,8</b>  | <b>19 318 838</b> | <b>82,9</b>  | <b>20 633 043</b> | <b>83,6</b>  | <b>20 907 731</b> | <b>83,8</b>  | <b>21 001 468</b> | <b>84,1</b>  |          |   |
| <b>Régimes des non-salariés</b>                           |                  |              |                   |              |                   |              |                   |              |                   |              |                   |              |                   |              |                   |              |          |   |
| Exploitants agricoles.....                                | 989 987          | 17,7         | 1 854 000         | 16,0         | 2 012 782         | 12,9         | 2 054 460         | 10,6         | 1 727 129         | 7,4          | 1 490 168         | 6,0          | 1 446 243         | 5,8          | 1 398 341         | 5,6          |          |   |
| SSI-AVIC (ex ORGANIC).....                                | 375 287          | 6,7          | 739 446           | 6,4          | 836 122           | 5,4          | 927 424           | 4,8          | 1 077 038         | 4,6          | 1 222 938         | 5,0          | 1 249 215         | 5,0          | 2 155 458         | 8,6          |          |   |
| SSI-AVA (ex CANCAVA).....                                 | 167 186          | 3,0          | 451 432           | 3,9          | 578 944           | 3,7          | 712 584           | 3,7          | 880 997           | 3,8          | 939 921           | 3,8          | 960 929           | 3,8          |                   |              |          |   |
| Professions libérales (Y compris CNBF).....               | 36 829           | 0,7          | 79 874            | 0,7          | 114 836           | 0,7          | 167 758           | 0,9          | 254 799           | 1,1          | 339 984           | 1,4          | 351 145           | 1,4          | 367 082           | 1,5          |          |   |
| Mutuelle d'assurance vieillesse des cultes.....           | -                | -            | 60 400            | 0,5          | 69 057            | 0,4          | 68 028            | 0,3          | 57 480            | 0,2          | 46 810            | 0,2          | 45 442            | 0,2          | 43 875            | 0,2          |          |   |
| <b>Total des régimes des non-salariés</b>                 | <b>1 569 289</b> | <b>28,1</b>  | <b>3 185 152</b>  | <b>27,6</b>  | <b>3 611 741</b>  | <b>23,2</b>  | <b>3 930 254</b>  | <b>20,2</b>  | <b>3 997 443</b>  | <b>17,1</b>  | <b>4 039 821</b>  | <b>16,4</b>  | <b>4 052 974</b>  | <b>16,2</b>  | <b>3 964 757</b>  | <b>15,9</b>  |          |   |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                      | <b>5 592 613</b> | <b>100,0</b> | <b>11 559 712</b> | <b>100,0</b> | <b>15 577 271</b> | <b>100,0</b> | <b>19 445 753</b> | <b>100,0</b> | <b>23 316 281</b> | <b>100,0</b> | <b>24 672 865</b> | <b>100,0</b> | <b>24 960 705</b> | <b>100,0</b> | <b>24 966 224</b> | <b>100,0</b> |          |   |

(1) Une personne peut percevoir des retraites de différents régimes de base. Effectif retenu : ensemble des droits directs et droits dérivés.

(2) Retraités du régime général payés par la métropole, y compris les retraités du Crédit foncier de France et de la Compagnie générale des eaux, non compris les retraités de la CAMR.

Source : Direction de la Sécurité Sociale pour la Commission de compensation (données 2017 - décembre 2018).



**CHAPITRE II**

**LES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL  
 DANS LA POPULATION FRANÇAISE**

Dans le tableau **T1-04**, le nombre de retraités du régime général a été rapporté à celui de la population totale de la France du même âge (source : Insee, estimations de population résidente en France au 1<sup>er</sup> janvier 2019, résultats provisoires arrêtés à fin 2018). Cette comparaison est un indicateur du poids des retraités du régime général au 31 décembre 2018 dans la population.

L'ensemble des retraités (titulaires d'un droit contributif ou non contributif direct ou dérivé) du régime général payés par la France - 14 352 420 - représente 21,4 % de la population totale de la France, soit 66 992 699, au 31 décembre 2018 (contre 21 % au 31 décembre 2017). Les hommes représentent 19,7 % de la population masculine, les femmes 23,1 % de la population féminine.

En tenant compte de l'ensemble des retraités (titulaires d'un droit contributif (ou non) direct ou dérivé) âgés de 60 ans et plus - 14 268 521 -, ces proportions sont de 81,5 % (contre 81,6 % au 31 décembre 2017), 82,3 % pour les hommes et 80,9 % pour les femmes.

En ne considérant que les retraités âgés de 60 ans et plus bénéficiant d'un droit personnel (13 584 714) rapportés à la population de la France du même âge (17 501 491), ces proportions sont de 77,6 % pour l'ensemble (contre 77,7 % au 31 décembre 2017), 81,9 % pour les hommes et 74,2% pour les femmes :

**LES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL PARMIS LA POPULATION FRANÇAISE  
 AU 31 DÉCEMBRE 2018**

|  | Ensemble des retraités en paiement * |                  |                   | Population totale ** |                   |                   |
|--|--------------------------------------|------------------|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------|
|  | Hommes                               | Femmes           | Ensemble          | Hommes               | Femmes            | Ensemble          |
| <b>Effectif total</b>  | <b>6 371 507</b>                     | <b>7 980 913</b> | <b>14 352 420</b> | <b>32 394 531</b>    | <b>34 598 168</b> | <b>66 992 699</b> |
| <b>% par rapport à la population Insee</b>   | <b>19,7%</b>                         | <b>23,1%</b>     | <b>21,4%</b>      |                      |                   |                   |
| <b>Retraités âgés de 60 ans et +</b>   | <b>6 363 716</b>                     | <b>7 904 805</b> | <b>14 268 521</b> | <b>7 734 873</b>     | <b>9 766 618</b>  | <b>17 501 491</b> |
| <b>% des retraités âgés de 60 ans et + par rapport à la population Insee du même âge</b>                               | <b>82,3%</b>                         | <b>80,9%</b>     | <b>81,5%</b>      |                      |                   |                   |
| <b>Retraités âgés de 60 et + bénéficiant d'un droit direct</b>   | <b>6 336 530</b>                     | <b>7 248 184</b> | <b>13 584 714</b> |                      |                   |                   |
| <b>% des retraités âgés de 60 ans et + bénéficiant d'un droit direct par rapport à la population Insee du même âge</b> | <b>81,9%</b>                         | <b>74,2%</b>     | <b>77,6%</b>      |                      |                   |                   |

T1-02

\* Source : SNSP.

\*\* Source : Insee, estimations de population résidente en France au 1<sup>er</sup> janvier 2019, résultats provisoires arrêtés à fin 2018.

La figure **F1-01** représente les retraités du régime général dans la pyramide des âges de la population résidant en France au 31 décembre 2018.

**LES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL \* PAR GENRE ET PAR ÂGE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018  
PAR RAPPORT À LA POPULATION TOTALE \*\* DU MÊME ÂGE  
- FRANCE -**

(en pourcentages)

T1-03

| Âge         | Les deux genres | Genre        |         | Âge            | Les deux genres | Genre    |         |
|-------------|-----------------|--------------|---------|----------------|-----------------|----------|---------|
|             |                 | masculin (1) | féminin |                |                 | masculin | féminin |
| 50          | 0,0             | 0,0          | 0,0     | 80             | 95,5            | 98,6     | 93,1    |
| 51          | 0,0             | 0,0          | 0,0     | 81             | 95,8            | 98,6     | 93,9    |
| 52          | 0,1             | 0,0          | 0,1     | 82             | 95,6            | 98,4     | 93,6    |
| 53          | 0,1             | 0,0          | 0,2     | 83             | 95,4            | 98,3     | 93,5    |
| 54          | 0,2             | 0,0          | 0,3     | 84             | 94,4            | 96,8     | 92,9    |
| 50 - 54 ans | 0,1             | 0,0          | 0,2     | 80 - 84 ans    | 95,4            | 98,2     | 93,4    |
| 55          | 0,7             | 0,1          | 1,3     | 85             | 94,7            | 97,0     | 93,3    |
| 56          | 1,4             | 0,2          | 2,5     | 86             | 93,4            | 95,8     | 92,1    |
| 57          | 1,8             | 0,3          | 3,3     | 87             | 92,8            | 94,3     | 92,0    |
| 58          | 2,4             | 0,5          | 4,2     | 88             | 92,4            | 94,5     | 91,4    |
| 59          | 3,0             | 0,7          | 5,0     | 89             | 91,8            | 93,0     | 91,3    |
| 55 - 59 ans | 1,8             | 0,4          | 3,2     | 85 - 89 ans    | 93,2            | 95,2     | 92,1    |
| 60          | 15,4            | 17,5         | 13,5    | 90             | 90,8            | 91,9     | 90,3    |
| 61          | 24,1            | 28,2         | 20,3    | 91             | 89,8            | 89,5     | 89,9    |
| 62          | 52,2            | 52,7         | 51,7    | 92             | 89,8            | 90,4     | 89,6    |
| 63          | 64,9            | 64,9         | 64,9    | 93             | 88,3            | 87,6     | 88,6    |
| 64          | 72,2            | 73,0         | 71,5    | 94             | 87,4            | 85,2     | 88,2    |
| 60 - 64 ans | 45,4            | 46,9         | 44,1    | 90 - 94 ans    | 89,5            | 89,6     | 89,5    |
| 65          | 76,9            | 78,2         | 75,8    | 95             | 87,7            | 87,0     | 87,9    |
| 66          | 88,2            | 87,7         | 88,6    | 96             | 87,4            | 88,9     | 87,1    |
| 67          | 91,0            | 90,4         | 91,4    | 97             | 88,8            | 85,6     | 89,7    |
| 68          | 91,9            | 92,0         | 91,9    | 98             | 90,4            | 85,0     | 91,8    |
| 69          | 92,8            | 93,4         | 92,3    | 99             | 93,7            | 82,2     | 96,6    |
| 65 - 69 ans | 88,2            | 88,3         | 88,0    | 95 - 99 ans    | 88,6            | 86,7     | 89,1    |
| 70          | 93,2            | 94,2         | 92,3    | 100 et plus    | 96,6            | 74,1     | 101,9   |
| 71          | 92,8            | 94,3         | 91,5    |                |                 |          |         |
| 72          | 93,5            | 95,3         | 92,1    |                |                 |          |         |
| 73          | 95,5            | 98,5         | 92,9    |                |                 |          |         |
| 74          | 96,2            | 99,6         | 93,3    |                |                 |          |         |
| 70 - 74 ans | 94,0            | 96,0         | 92,3    |                |                 |          |         |
| 75          | 96,0            | 99,2         | 93,2    | 50 ans et plus | 54,5            | 52,9     | 55,9    |
| 76          | 96,0            | 99,8         | 92,9    | 55 ans et plus | 65,7            | 64,7     | 66,5    |
| 77          | 97,6            | 101,8        | 94,2    | 60 ans et plus | 81,5            | 82,3     | 80,9    |
| 78          | 97,8            | 102,5        | 94,2    | 65 ans et plus | 92,5            | 94,2     | 91,3    |
| 79          | 95,5            | 98,6         | 93,1    | 70 ans et plus | 94,3            | 97,0     | 92,5    |
| 75 - 79 ans | 96,5            | 100,3        | 93,5    | 75 ans et plus | 94,5            | 97,6     | 92,5    |
|             |                 |              |         | 80 ans et plus | 93,4            | 95,8     | 92,1    |
|             |                 |              |         | 85 ans et plus | 91,7            | 93,1     | 91,1    |

\* Source : SNSP.

\*\* Source : Insee, estimations de population résidente en France au 1<sup>er</sup> janvier 2019, résultats provisoires arrêtés à fin 2018.

(1) Les proportions supérieures à 100% s'expliquent par le fait que la population retenue par l'Insee est celle résidant en FRANCE (y compris Mayotte), alors que le nombre de retraités du régime général comprend également des résidents hors de FRANCE.

LA POPULATION TOTALE DE LA FRANCE PAR GENRE ET PAR ÂGE (\*)  
AU 31 DÉCEMBRE 2018

| Année de naissance | Âge     | Ensemble  | Hommes    | Femmes    | Année de naissance | Âge         | Ensemble   | Hommes     | Femmes     |
|--------------------|---------|-----------|-----------|-----------|--------------------|-------------|------------|------------|------------|
| 2018               | 0       | 711 904   | 364 155   | 347 749   | 1963               | 55          | 898 554    | 438 142    | 460 412    |
| 2017               | 1       | 725 925   | 370 453   | 355 472   | 1962               | 56          | 867 146    | 422 099    | 445 047    |
| 2016               | 2       | 741 680   | 378 518   | 363 162   | 1961               | 57          | 866 057    | 421 161    | 444 896    |
| 2015               | 3       | 760 308   | 387 906   | 372 402   | 1960               | 58          | 861 040    | 416 331    | 444 709    |
| 2014               | 4       | 786 274   | 399 232   | 387 042   | 1959               | 59          | 852 678    | 410 415    | 442 263    |
| 2018 - 2014        | 0 - 4   | 3 726 091 | 1 900 264 | 1 825 827 | 1963 - 1959        | 55 - 59     | 4 345 475  | 2 108 148  | 2 237 327  |
| 2013               | 5       | 797 531   | 407 611   | 389 920   | 1958               | 60          | 833 677    | 400 042    | 433 635    |
| 2012               | 6       | 814 306   | 417 471   | 396 835   | 1957               | 61          | 826 729    | 395 817    | 430 912    |
| 2011               | 7       | 821 972   | 418 623   | 403 349   | 1956               | 62          | 818 238    | 390 345    | 427 893    |
| 2010               | 8       | 842 474   | 429 919   | 412 555   | 1955               | 63          | 806 489    | 382 395    | 424 094    |
| 2009               | 9       | 836 149   | 427 917   | 408 232   | 1954               | 64          | 803 021    | 381 146    | 421 875    |
| 2013 - 2009        | 5 - 9   | 4 112 432 | 2 101 541 | 2 010 891 | 1958 - 1954        | 60 - 64     | 4 088 154  | 1 949 745  | 2 138 409  |
| 2008               | 10      | 841 637   | 430 934   | 410 703   | 1953               | 65          | 784 593    | 371 165    | 413 428    |
| 2007               | 11      | 834 910   | 426 744   | 408 166   | 1952               | 66          | 792 788    | 374 781    | 418 007    |
| 2006               | 12      | 848 353   | 433 073   | 415 280   | 1951               | 67          | 772 744    | 364 694    | 408 050    |
| 2005               | 13      | 829 359   | 424 141   | 405 218   | 1950               | 68          | 796 836    | 374 817    | 422 019    |
| 2004               | 14      | 826 638   | 422 877   | 403 761   | 1949               | 69          | 777 985    | 364 312    | 413 673    |
| 2008 - 2004        | 10 - 14 | 4 180 897 | 2 137 769 | 2 043 128 | 1953 - 1949        | 65 - 69     | 3 924 946  | 1 849 769  | 2 075 177  |
| 2003               | 15      | 824 659   | 422 127   | 402 532   | 1948               | 70          | 770 557    | 361 485    | 409 072    |
| 2002               | 16      | 827 342   | 423 901   | 403 441   | 1947               | 71          | 751 055    | 350 179    | 400 876    |
| 2001               | 17      | 840 123   | 431 086   | 409 037   | 1946               | 72          | 705 646    | 327 085    | 378 561    |
| 2000               | 18      | 845 937   | 433 377   | 412 560   | 1945               | 73          | 529 118    | 242 793    | 286 325    |
| 1999               | 19      | 800 716   | 410 714   | 390 002   | 1944               | 74          | 513 167    | 234 112    | 279 055    |
| 2003 - 1999        | 15 - 19 | 4 138 777 | 2 121 205 | 2 017 572 | 1948 - 1944        | 70 - 74     | 3 269 543  | 1 515 654  | 1 753 889  |
| 1998               | 20      | 783 525   | 398 993   | 384 532   | 1943               | 75          | 494 088    | 224 687    | 269 401    |
| 1997               | 21      | 754 642   | 384 384   | 370 258   | 1942               | 76          | 453 731    | 204 674    | 249 057    |
| 1996               | 22      | 756 046   | 381 869   | 374 177   | 1941               | 77          | 399 713    | 177 799    | 221 914    |
| 1995               | 23      | 739 682   | 371 731   | 367 951   | 1940               | 78          | 410 469    | 179 151    | 231 318    |
| 1994               | 24      | 716 463   | 357 849   | 358 614   | 1939               | 79          | 421 613    | 182 015    | 239 598    |
| 1998 - 1994        | 20 - 24 | 3 750 358 | 1 894 826 | 1 855 532 | 1943 - 1939        | 75 - 79     | 2 179 614  | 968 326    | 1 211 288  |
| 1993               | 25      | 714 161   | 356 195   | 357 966   | 1938               | 80          | 404 517    | 171 854    | 232 663    |
| 1992               | 26      | 749 884   | 373 660   | 376 224   | 1937               | 81          | 387 057    | 160 969    | 226 088    |
| 1991               | 27      | 763 138   | 377 772   | 385 366   | 1936               | 82          | 375 998    | 153 145    | 222 853    |
| 1990               | 28      | 781 915   | 384 835   | 397 080   | 1935               | 83          | 352 943    | 139 041    | 213 902    |
| 1989               | 29      | 790 072   | 385 034   | 405 038   | 1934               | 84          | 342 852    | 131 872    | 210 980    |
| 1993 - 1989        | 25 - 29 | 3 799 170 | 1 877 496 | 1 921 674 | 1938 - 1934        | 80 - 84     | 1 863 367  | 756 881    | 1 106 486  |
| 1988               | 30      | 800 741   | 390 899   | 409 842   | 1933               | 85          | 312 308    | 116 712    | 195 596    |
| 1987               | 31      | 806 741   | 392 786   | 413 955   | 1932               | 86          | 300 889    | 108 339    | 192 550    |
| 1986               | 32      | 820 146   | 397 979   | 422 167   | 1931               | 87          | 270 976    | 95 104     | 175 872    |
| 1985               | 33      | 819 576   | 398 786   | 420 790   | 1930               | 88          | 248 176    | 83 373     | 164 803    |
| 1984               | 34      | 814 250   | 396 435   | 417 815   | 1929               | 89          | 205 828    | 66 602     | 139 226    |
| 1988 - 1984        | 30 - 34 | 4 061 454 | 1 976 885 | 2 084 569 | 1933 - 1929        | 85 - 89     | 1 338 177  | 470 130    | 868 047    |
| 1983               | 35      | 805 347   | 391 214   | 414 133   | 1928               | 90          | 179 704    | 55 382     | 124 322    |
| 1982               | 36      | 855 167   | 416 777   | 438 390   | 1927               | 91          | 150 253    | 44 797     | 105 456    |
| 1981               | 37      | 864 189   | 421 707   | 442 482   | 1926               | 92          | 125 591    | 34 519     | 91 072     |
| 1980               | 38      | 875 950   | 427 643   | 448 307   | 1925               | 93          | 103 764    | 27 317     | 76 447     |
| 1979               | 39      | 830 022   | 405 581   | 424 441   | 1924               | 94          | 81 760     | 20 525     | 61 235     |
| 1983 - 1979        | 35 - 39 | 4 230 675 | 2 062 922 | 2 167 753 | 1928 - 1924        | 90 - 94     | 641 072    | 182 540    | 458 532    |
| 1978               | 40      | 813 357   | 399 149   | 414 208   | 1923               | 95          | 62 875     | 14 477     | 48 398     |
| 1977               | 41      | 818 487   | 404 816   | 413 671   | 1922               | 96          | 47 983     | 10 101     | 37 882     |
| 1976               | 42      | 794 791   | 390 441   | 404 350   | 1921               | 97          | 34 993     | 7 239      | 27 754     |
| 1975               | 43      | 818 068   | 404 346   | 413 722   | 1920               | 98          | 24 790     | 4 977      | 19 813     |
| 1974               | 44      | 861 330   | 426 173   | 435 157   | 1919               | 99          | 10 331     | 2 058      | 8 273      |
| 1978 - 1974        | 40 - 44 | 4 106 033 | 2 024 925 | 2 081 108 | 1923 - 1919        | 95 - 99     | 180 972    | 38 852     | 142 120    |
| 1973               | 45      | 908 597   | 448 213   | 460 384   | 1918 et avant      | 100 et plus | 15 646     | 2 976      | 12 670     |
| 1972               | 46      | 929 413   | 459 886   | 469 527   |                    |             |            |            |            |
| 1971               | 47      | 924 284   | 457 822   | 466 462   |                    |             |            |            |            |
| 1970               | 48      | 906 593   | 448 697   | 457 896   |                    |             |            |            |            |
| 1969               | 49      | 894 451   | 441 572   | 452 879   |                    |             |            |            |            |
| 1973 - 1969        | 45 - 49 | 4 563 338 | 2 256 190 | 2 307 148 |                    |             |            |            |            |
| 1968               | 50      | 885 443   | 434 971   | 450 472   |                    |             |            |            |            |
| 1967               | 51      | 880 170   | 432 749   | 447 421   |                    |             |            |            |            |
| 1966               | 52      | 899 644   | 441 979   | 457 665   |                    |             |            |            |            |
| 1965               | 53      | 902 138   | 442 828   | 459 310   |                    |             |            |            |            |
| 1964               | 54      | 909 113   | 444 960   | 464 153   |                    |             |            |            |            |
| 1968 - 1964        | 50 - 54 | 4 476 508 | 2 197 487 | 2 279 021 |                    |             |            |            |            |
|                    |         |           |           |           | Moins de 20 ans    |             | 16 158 197 | 8 260 779  | 7 897 418  |
|                    |         |           |           |           | 20 ans à 64 ans    |             | 37 421 165 | 18 348 624 | 19 072 541 |
|                    |         |           |           |           | 65 ans et plus     |             | 13 413 337 | 5 785 128  | 7 628 209  |
|                    |         |           |           |           | Population totale  |             | 66 992 629 | 32 394 531 | 34 598 168 |

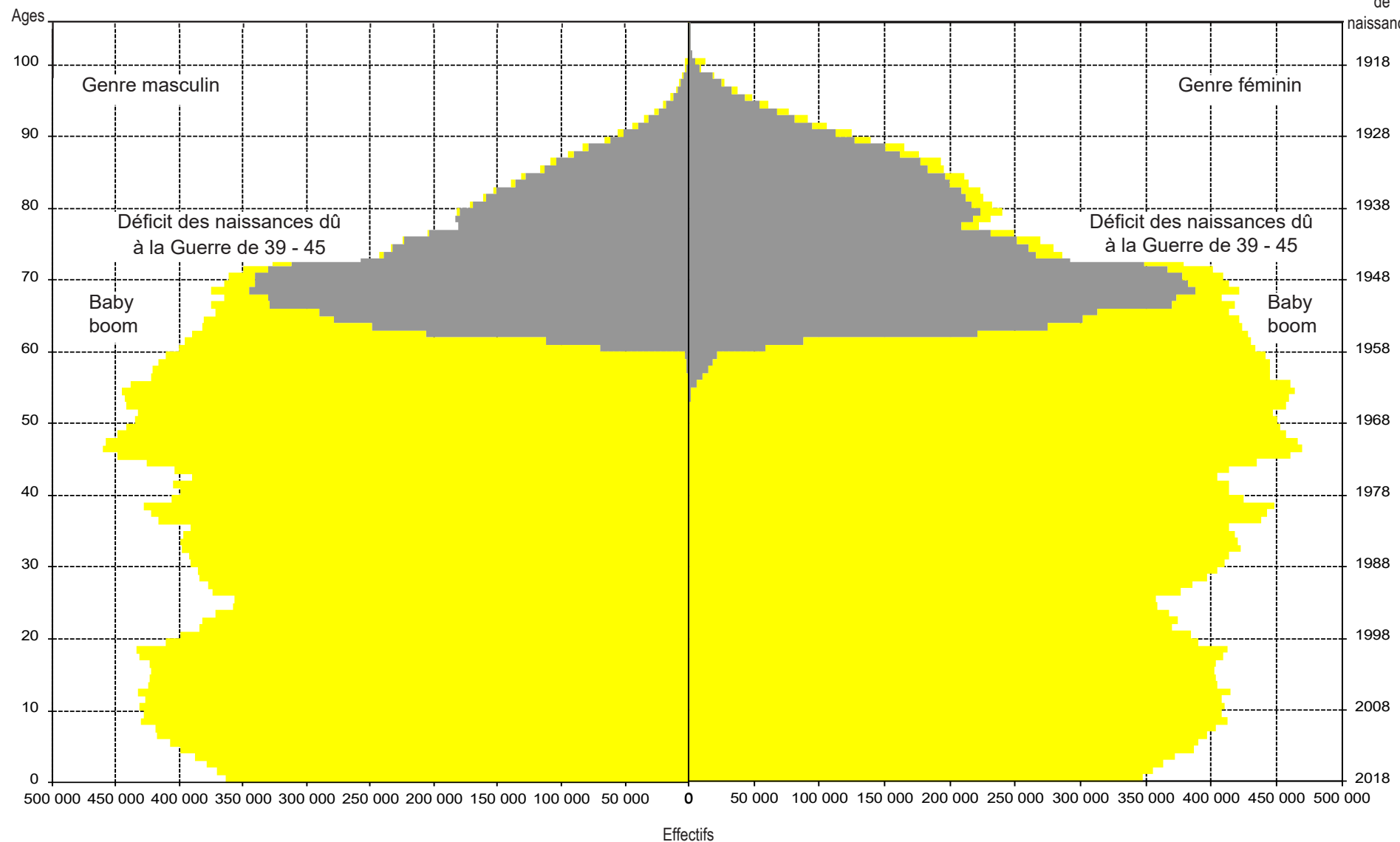
T1-04

\* Source : Insee, estimations de population résidente en France au 1<sup>er</sup> janvier 2019, résultats provisoires arrêtés à fin 2018.  
Champ / France y compris Mayotte.

RÉPARTITION AU 31 DÉCEMBRE 2018 DE LA POPULATION TOTALE ET DES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL

Années de naissance

F1-01



Retraités du régime général payés par la France titulaires d'un droit direct ou dérivé (y compris les résidents à l'étranger).  
Source : SNSP

Population résidant en France. Source : Insee, estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2019, résultats provisoires arrêtés à fin 2018.

## CHAPITRE III

### LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE

La Cnav assure la gestion de l'assurance vieillesse :

- des travailleurs salariés,
- des travailleurs indépendants,

et exerce une action sanitaire et sociale en faveur de ces derniers « dans le cadre d'un programme fixé par arrêté du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale après consultation de son conseil d'administration » (loi du 31 juillet 1968).

Le conseil d'administration de la Cnav propose au gouvernement toute mesure concernant le maintien de l'équilibre financier du régime, ainsi que l'utilisation des ressources disponibles. Il donne son avis sur toute mesure présentée aux mêmes fins par le gouvernement.

La Cnav gère également, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1981 l'assurance veuvage des travailleurs salariés de l'industrie et du commerce (loi n° 80-546 du 17 juillet 1980; décret n° 80-1156 du 31 décembre 1980).

Les Caisses d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail<sup>(1)</sup> (Carsat), autres que celle de Paris, exercent sous le contrôle technique de la Cnav, les attributions précédemment assumées par les Caisses régionales de sécurité sociale (décret n° 68-328 du 5 avril 1968).

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, la Carsat de Dijon assure seule - sous le contrôle technique de la Cnav - le service des allocations de veuvage de l'ensemble de la métropole.

Pour la région Île-de-France, la gestion du risque vieillesse est assurée directement par la Cnav.

La Cnav alloue :

- aux Carsat, sous forme de dotation, les ressources dont elles doivent disposer pour couvrir les dépenses résultant de la gestion du risque vieillesse,
- à la Carsat de Dijon, sous forme de dotation, les ressources dont elle doit disposer pour couvrir les dépenses résultant de la gestion du risque veuvage.

---

<sup>(1)</sup> (ex Caisse Régionale d'Assurance Maladie).

## CHAPITRE IV

### LE PLAN STATISTIQUE

Jusqu'en 1976, la Cnav centralise des données statistiques établies et agrégées au niveau régional. Elle ne dispose ainsi que de données globalisées qui ne permettent pas d'appréhender tous les éléments nécessaires à une bonne description de la population des retraités du régime général. Afin de pallier cette imperfection, un plan statistique est mis en place en 1977. Les quatorze Carsat, la Crav d'Alsace-Moselle et la Cnav pour la région Île-de-France transmettent à la Cnav des informations individuelles qui permettent de constituer des fichiers statistiques des retraités que cette dernière gère et exploite directement. En 1981 le plan prend en charge l'allocation veuvage et en 1993 les quatre Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS) d'outre-mer intègrent le système.

Le plan statistique s'articule suivant deux axes :

- le flux : les entrants et les sortants enregistrés entre deux dates,
- le stock : les retraités et allocataires présents à une date donnée.

Antérieurement au 1<sup>er</sup> août 2012, le flux et le stock étaient établis tous les trimestres. Depuis le 1<sup>er</sup> août 2012, les suivis deviennent mensuels.

Pour des raisons de volumes, le flux présenté dans cette brochure ne concerne que l'année 2018.

Le stock est présenté soit au 30 juin, soit au 31 décembre de l'année concernée (incluant un volet comptable avec le montant des prestations versées tout au long de l'année écoulée).

Depuis sa conception le plan statistique s'est adapté à l'évolution des outils de gestion des prestations, aux avancées technologiques et aux évolutions législatives et réglementaires.

En matière législative, citons les quatre principaux changements qui ont conduit à collecter de nouvelles informations pour la constitution des fichiers statistiques en :

- 1983 avec l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite,
- 1993 avec l'allongement de la durée d'activité requise pour obtenir le taux plein,
- 2003 dont la loi n° 2003-775 portant sur diverses mesures réformant le système des retraites,
- 2011 avec l'arrivée des retraites anticipées.

Du point de vue technique, le plan statistique est passé de la gestion de fichiers séquentiels à l'utilisation d'une base de données relationnelle : le Système national statistique prestataires (SNSP) mis conjointement en place en 2000 par les directions de l'Actuariat-statistique et du Système d'information national des données sociales (SINDS).

Le SNSP pour la métropole et les départements d'Outre-mer est alimenté par le système de gestion des prestations : l'Outil retraite (OR).

Le SNSP fournit les résultats statistiques selon trois filières :

- production systématique de dénombrements exhaustifs quantifiant les données primordiales telles que nature de la retraite, âge, montant, résidence, durée d'activité, compléments de pension déclinés au niveau régional et national et qui sont communiqués à chaque région pour ce qui la concerne,
- fourniture aux caisses qui en ont exprimé le souhait d'un fichier des retraités de leur ressort (résidents et liquidés) extrait de la base afin qu'elles mènent leurs propres études,
- constitution, depuis 2004, d'un Infocentre consultable en temps réel par les personnes autorisées qui permet de répondre à des demandes particulières.

La diffusion de ces résultats s'effectue en plusieurs étapes :

- dès le chargement de la base SNSP, un dispositif dit « Sorties rapides » met à disposition, dans un délai n'excédant pas 15 jours, des premiers chiffres significatifs de la période écoulée. Ce dispositif d'une gestion relativement souple permet, le cas échéant, de quantifier rapidement les effets d'une nouvelle mesure législative ou réglementaire,
- les analyses détaillées sont ensuite faites à partir des dénombrements systématiques prédéfinis et publiées par circulaires Cnav,
- l'Infocentre permet d'affiner des points particuliers ou de mener des études spécifiques.

Réalisé in fine, le « Recueil statistique » est la compilation de ces résultats complétés de séries rétrospectives.

# *TABLEAUX*

# 2018



# *GRAPHIQUE*

# 2018

